

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/CMR/3

3 avril 1997

(97-1344)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Questions des ETATS-UNIS concernant la nouvelle notification complète du CAMEROUN¹

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 mars 1997.

1. Le Cameroun a notifié un certain nombre d'éléments de son programme de zone franche industrielle (ZFI). Le Cameroun va-t-il notifier d'autres renseignements sur ces éléments dans un avenir proche, conformément aux lignes directrices concernant les notifications (par exemple, durée, objectif général et montant de la subvention) figurant à l'article 25.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?
2. Les entreprises des zones franches ont le droit d'obtenir de l'électricité ou de l'eau à des tarifs préférentiels "qui ne dépassent pas ceux qui sont concédés aux industries grandes consommatrices". Le Cameroun fournit-il ces services à des tarifs préférentiels aux industries grandes consommatrices? Quelles sont ces industries? Le Cameroun pourrait-il expliquer sur quelle base il a déterminé que ces tarifs n'ont pas à être notifiés au titre de l'article 25 de l'Accord?
3. Lorsque le Cameroun indique que les entreprises des zones franches doivent garantir "l'exportation de toute leur production", s'agit-il de l'exportation à partir des zones franches ou du Cameroun? Il semble qu'il s'agisse d'une subvention dont l'octroi est subordonné aux résultats à l'exportation. Malgré les dispositions de l'article 27.2 de l'Accord, le Cameroun envisage-t-il de supprimer ou de modifier à l'avenir les modalités d'octroi de cette subvention?
4. Dans le cadre du programme de zone franche industrielle, les incitations sont accordées de préférence aux entreprises qui utilisent des matières premières provenant du territoire national camerounais. Il semble qu'il s'agisse d'une substitution de produits nationaux aux produits importés, prohibée au titre de l'article 3.1 de l'Accord SMC. Le Cameroun prévoit-il de modifier ou de supprimer à l'avenir ces éléments, conformément à ses obligations au titre de l'article 27.3 de l'Accord?

¹G/SCM/N/3/CMR-G/SCM/N/16/CMR.